



## Grèce : Et après le NON ?

### Pourquoi ce référendum du 5 juillet ?

Depuis son accession au pouvoir le 25 janvier, Tsipras a passé l'essentiel de son temps à négocier avec la Troïka. Et à capituler !

En contradiction avec leurs déclarations flamboyantes d'avant campagne, les dirigeants de Syriza ont presque tout accepté : flexibilisation du marché du travail, libéralisation des marchés des biens et services, remboursement de la dette, diminution des dépenses publiques, suppression des retraites anticipées, âge de départ à la retraite à 67 ans d'ici 2025 puis 2022, hausse de la TVA, amplification des privatisations en 2016, etc<sup>1</sup>.

Seule contrepartie demandée par Tsipras : une « restructuration » de la dette.

Mais même ça, la Troïka a refusé de l'accorder alors qu'elle sait très bien que la Grèce ne pourra pas respecter ses échéances.

Tsipras était donc dans une impasse : vu qu'il ne gagnait strictement rien en échange, il ne pouvait pas signer l'accord scélérat que lui proposait la Troïka sans perdre toute crédibilité .

Il ne voulait pas non plus rompre avec la Troïka et encore moins avec l'UE et l'euro.

D'où le référendum qui lui a permis de souffler et de donner le change à ses électeurs.

### La victoire du NON malgré la coalition de toutes les forces du système

Le NON a gagné malgré la campagne d'abrutissement et de terreur qui s'est abattue sur les travailleurs grecs menée par les patrons les médias, les ecclésiastiques, les personnalités, la BCE, etc...

Les grecs ont donc eu bien du mérite à vaincre cette odieuse intimidation, rejetant ainsi la Troïka et les mesures d'austérité, et donc implicitement les propositions de Tsipras qui avait tout accepté.

La victoire du OUI aurait été catastrophique, en Grèce et dans toute l'Europe, car elle aurait donné une légitimité populaire aux mémorandums. Cela aurait accentué la démoralisation parmi les travailleurs en assénant qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité. La victoire du NON est donc une excellente nouvelle.

### Mobilisation obligatoire pour poursuivre sur cette victoire

Mais même avec la victoire du NON, la situation reste grave car Tsipras s'apprête à proposer un mémorandum quasi identique voire pire : son ministre de l'économie, dans une lettre du 8 juillet au MES (mécanisme européen de stabilité) s'engage à faire des réformes tout de suite, et l'objectif que la dette soit restructurée n'apparaît même plus ; par contre il est dit que les créanciers devront être remboursés, et que les nouveaux prêts devront servir à cela !

<sup>1</sup> Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=764>

Tsipras n'est pas en position de force dans les négociations qu'il s'acharne à poursuivre car il craint plus que tout la rupture avec l'Euro, il continue donc à se soumettre au terrorisme de la Troïka et donc à trahir le vote des grecs.

La gauche anticapitaliste grecque et notamment Antarsya (parti de 3 000 militants) exige de Tsipras qu'il rompe les négociations et aille jusqu'au bout de la démarche : la question de la rupture avec l'euro ne peut plus être esquivée. Car l'évidence est là : on ne peut pas rompre avec la Troïka, et encore moins annuler la dette, nationaliser les banques, les entreprises stratégiques sans rompre avec l'UE.

Si on croit qu'il n'y a pas de solution en dehors de l'euro, il faut assumer qu'il n'y a pas de solution DU TOUT !.

C'est la victoire assurée pour la Troïka et son cortège d'austérité.

La Troïka a fixé un ultimatum à Tsipras qui expire ce dimanche 12 juillet. En l'absence de mobilisation, il est fort probable que Tsipras signera un accord odieux avec la Troïka.

Il est donc décisif que des mobilisations importantes se développent pour empêcher cela, pour imposer la rupture avec la Troïka et des mesures d'urgence : réquisition de la banque centrale grecque (qui entraîne de fait la rupture avec l'euro), annulation totale de la dette, nationalisation sous contrôle des travailleurs des banques et des entreprises stratégiques. Les anticapitalistes grecs d'Antarsya mobilisent sur cette base là, et nous devons leur apporter notre soutien, en faisant connaître leur combat, et en mobilisant ici sur les mêmes bases, et non pour une autre Europe, pour une autre BCE, ou pour un autre François Hollande.

## **C'est possible !**

**Comme le fait la gauche anticapitaliste grecque, il faut oser envisager** ce que pourrait être une rupture anticapitaliste avec l'euro

**Si comme Antarsya le préconise, la banque centrale grecque était réquisitionnée** il faudrait émettre une nouvelle monnaie inconvertible dont la parité échapperait aux marchés financiers et établir le monopole étatique du commerce extérieur.

Si le gouvernement grec émettait, *via* la banque centrale, une nouvelle monnaie inconvertible :

- les dépôts grecs seraient convertis en nouvelle monnaie (appelons là drachme)
- les détenteurs de monnaie étrangère (dont l'euro) ne pourraient pas convertir leur monnaie en drachmes, et donc s'approprier les ressources produites en Grèce
- Le commerce extérieur serait contrôlé par les autorités publiques. Les exportations grecques permettraient d'obtenir des devises étrangères qui permettraient de financer les importations (payées en devises étrangères).

Personne ne dit que ce serait facile car la réaction des autres pays de la zone Euro serait terrible, mais ce pourrait être le début de quelque chose, d'un vrai mouvement d'émancipation et de solidarité internationale entre travailleurs de toute l'Europe. En tout cas c'est la seule voie acceptable du point de vue des travailleurs

C'est ça ou l'austérité accrue et la misère assurée pour les grecs.

**Solidarité avec les travailleurs grecs qui ont infligé une défaite retentissante à la bourgeoisie internationale !**

**Solidarité avec les anticapitalistes grecs qui nous montrent la voie !**

**Rupture immédiate des négociations avec la Troïka !  
Réquisition immédiate de la Banque centrale grecque !  
Rupture anticapitaliste avec l'UE !**